

# Espagne : la voie étroite de Pedro Sanchez

Doté d'une base très réduite au Parlement, le nouveau premier ministre socialiste doit former son gouvernement

MADRID - correspondance

Tout est allé vite. Samedi 2 juin, le nouveau chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, était attendu à 11 heures au palais de la Zarzuela pour prêter serment devant le roi Felipe VI. La veille, le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) avait remporté une motion de défiance inespérée contre le conservateur Mariano Rajoy, déposée une semaine plus tôt à la suite de la condamnation du Parti populaire (PP) en tant que bénéficiaire d'un réseau de corruption.

Pedro Sanchez, économiste de 46 ans, a obtenu 180 votes favorables, 169 contre et une abstention au Parlement grâce au soutien d'une myriade hétéroclite de partis, qui se sont alliés exceptionnellement autour d'un objectif commun : renverser Mariano Rajoy.

Tout reste donc à faire pour le nouveau premier ministre espagnol :

former son gouvernement, dont il n'a rien dévoilé, si ce n'est qu'il sera « socialiste, paritaire et européen », et surtout exposer sa stratégie politique. Avec un groupe parlementaire réduit, à peine 84 députés sur 350, le dirigeant socialiste doit construire une majorité s'il veut pouvoir gouverner réellement durant les prochains mois, voire tenir jusqu'à la fin de la législature, en juin 2020.

## « Incertitude et instabilité »

Un objectif impossible, selon le PP. « L'Espagne a besoin de stabilité et celle-ci ne peut venir ni de motions de censure, ni de gouvernements intérimaires, ni de successions d'élections ou de gouvernements comme le sien », l'a averti le porte-parole conservateur Rafael Hernando, qui l'a accusé d'entrer à la Moncloa (le siège du gouvernement) « par la porte de derrière » et de constituer « une menace pour les Espagnols ».

Quant à Ciudadanos (centre droit), le seul parti à avoir voté avec le PP contre la motion de défiance, il entend faire pression sur le PSOE pour qu'il organise des élections anticipées au plus tôt. « Il fallait changer de gouvernement, mais dans les urnes », a déclaré son président, Albert Rivera, qui a assuré qu'il serait « vigilant » quant aux concessions de ce gouvernement « faible » et « aux mains de tous les partis séparatistes de la Chambre et des populistes de Podemos », qui ouvre, selon lui, une « période d'incertitude et d'instabilité ».

« Le pari de M. Sanchez peut se révéler gagnant ou se transformer en un échec cuisant : il n'y aura pas de demi-teinte », estime le politologue Pablo Simon, professeur à l'université Carlos-III de Madrid. En accédant à la Moncloa, il gagne une visibilité et une position qui vont lui permettre de renforcer le PSOE. Mais il devra affronter de nombreux défis. »

La faiblesse de son groupe parlementaire est le plus évident. Mais il n'est pas le seul. M. Sanchez, qui a obtenu le pire score de l'histoire du PSOE depuis la transition démocratique, lors des élections de juin 2016, risque de souffrir de son absence de majorité au bureau du Parlement, contrôlé par le PP et le parti libéral Ciudadanos, et doté de la capacité d'étirer l'agenda et de retarder les propositions de loi.

Cet ancien joueur de basket au physique de Cary Grant entend évacuer la question délicate du budget, la loi la plus difficile à approuver, en gouvernant avec celui que le PP a approuvé grâce aux voix du Parti nationaliste basque (PNV) et Ciudadanos il y a moins de dix jours, « par sens de la responsabilité de l'Etat ».

Il devrait plutôt se concentrer sur l'approbation de lois et mesures consensuelles, difficiles à rejeter par l'opposition, dont il a donné un avant-goût lors de son discours au Parlement, jeudi

## Sanchez a promis un gouvernement qui remplira « ses devoirs européens » et qui « respecte et fait respecter la Constitution »

31 mai : « Garantir l'indépendance de la radiotélévision espagnole RTVE », actuellement présidée par un proche du PP et accusée par ses propres salariés de manipuler l'information ; déroger aux « aspects les plus virulents de la loi bâillon », la controversée loi de sécurité intérieure de 2015, qui limite notamment le droit de manifestation ; approuver une loi de transition énergétique et de changement climatique ; augmenter les prestations sociales ou encore rétablir « le caractère universel » de la santé publique.

Le dirigeant socialiste devra aussi éviter les pièges que ne manqueront pas de poser ses probables « alliés » qui sont aussi ses principaux rivaux électoraux. Pablo Iglesias, le chef du parti de gauche radicale Podemos, a insisté sur son souhait de participer à un gouvernement de coalition, ce que semble écarter M. Sanchez pour le moment. « C'est le moment d'être responsable, j'espère que Sanchez sera capable d'articuler un gouvernement fort et stable. J'espère qu'il ne compte pas gouverner avec 84 députés », a déclaré le leader de Podemos, dont les députés, euphoriques, ont entonné leur célèbre chant de ralliement *Si se puede* (« Oui, c'est possible ») du haut des rangs du Parlement.

« Podemos risque de se retrouver dans une position inconfortable, avec la crainte que le PSOE ne lui vole l'agenda social. Mais contrairement à 2016, ils savent qu'ils ont

besoin l'un de l'autre », estime le politologue Pablo Simon. Pour la gauche radicale, le soutien au socialiste Sanchez est aussi une manière de rattraper son erreur de février 2016, lorsque les deux forces avaient été incapables de s'unir pour détrôner Mariano Rajoy.

## Une seconde chance

Qui eut cru que M. Sanchez et M. Iglesias auraient une seconde chance ? En 2016, Pedro Sanchez avait livré une âpre bataille avec la présidente socialiste de la région andalouse, Susana Diaz, et d'autres caciques du PSOE, inquiets de ses tentatives de rapprochement avec Podemos et les indépendantistes catalans et d'un possible « gouvernement Frankenstein », selon les termes de l'ex-secrétaire général du PSOE, Alfredo Perez Rubalcaba. Cet affrontement s'était terminé par une réunion tendue, ponctuée de cris et de larmes, et la démission forcée de M. Sanchez de la tête du parti.

A la surprise de tous, le tenace Sanchez avait regagné son poste de secrétaire général huit mois plus tard, à l'issue des primaires internes de mai 2017, en misant sur la participation directe des militants aux grandes décisions. Son objectif était alors de retrouver « l'essence du socialisme », de la « vraie gauche », et de construire « une nouvelle social-démocratie » en lutte « contre le néolibéralisme » et ses « conséquences économiques et sociales ». Le Sanchez premier ministre s'annonce plus modeste.

Il a promis un gouvernement qui remplira « ses devoirs européens » et qui « respecte et fait respecter la Constitution ». Ses priorités : « La stabilité institutionnelle et la régénération démocratique, la stabilité macroéconomique et budgétaire, la stabilité sociale, professionnelle et environnementale et la stabilité territoriale. » La stabilité : ce dont son gouvernement aura le plus besoin. ■

SANDRINE MOREL

## Les indépendantistes catalans prennent leur revanche

À UN JOUR PRÈS, la chute de Mariano Rajoy a coïncidé avec la fin de la mise sous tutelle de la Catalogne, en vigueur depuis la déclaration unilatérale d'indépendance du 27 octobre 2017. La levée de l'article 155 de la Constitution espagnole devait intervenir, samedi 2 juin, à l'issue de la prise de fonction du nouveau gouvernement catalan.

Le président catalan de la région autonome avait revu, mardi 29 mai, la composition de son gouvernement pour en exclure les « ministres » en exil ou en détention préventive, malgré la colère de la puissante association indépendantiste ANC, qui l'a accusé de plier devant Madrid. En conséquence, l'une des dernières mesures du gouvernement de Mariano Rajoy a été d'autoriser la publication du décret de nomination au bulletin officiel catalan, permettant la levée automatique de l'article 155.

Pour faire tomber Mariano Rajoy, les voix des indépendantistes catalans étaient

indispensables. Pedro Sanchez a assuré qu'il n'a rien négocié avec eux pour les obtenir. Mais les indépendantistes, qui avaient fait de Mariano Rajoy leur bête noire, n'ont pas hésité longtemps. « *Ce n'est pas une motion pour le Parti socialiste [PSOE], mais contre le Parti populaire [PP]* », a insisté la Gauche républicaine catalane (ERC).

### « Dialogue urgent »

Le président catalan, Quim Torra, s'est félicité de la chute du « *gouvernement qui, il y a huit mois, envoyait la police charger des citoyens sans défense qui votaient* ». Cependant, il a tenu à rappeler que « *le PSOE a été complice de la répression. (...) Nous serons très exigeants avec Pedro Sanchez* », a-t-il ajouté, appelant à un « *dialogue urgent* ».

Le député d'ERC, Joan Tarda, a avancé que la première requête de l'exécutif catalan sera le « *rapprochement des prisonniers en Catalogne* ». Le dirigeant socialiste catalan,

Miquel Iceta, proche de Pedro Sanchez, a répondu que la décision « *devra être prise par les juges et la direction des institutions pénitentiaires* ».

Bien qu'il se soit affiché comme un fervent défenseur de l'unité de l'Espagne et un fidèle allié de Mariano Rajoy lors de la mise sous tutelle des institutions catalanes, et qu'il ait qualifié récemment le président catalan Quim Torra de « *raciste* » et de « *Le Pen de la politique espagnole* », la sensibilité politique de Pedro Sanchez le rapproche des défenseurs d'un nouvel ancrage de la Catalogne en Espagne.

« *Je pense que l'Espagne est une nation dans laquelle il y a des territoires qui se sentent aussi nation* », a-t-il expliqué, lors de la motion de défiance contre Mariano Rajoy. Il a promis de travailler à « *normaliser* » les relations entre Madrid et le nouveau gouvernement catalan et à renouer le dialogue. ■

S. M.